

## **Le Président du parlement cubain dénonce l'injustice dans l'affaire des 5**

Ricardo Alarcón, Président de l'Assemblée Nationale de Cuba a de nouveau dénoncé l'injustice commise dans l'affaire des 5 antiterroristes cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis depuis 13 ans.

Au cours d'une rencontre avec des étudiants à La Havane, Ricardo Alarcón a dénoncé la violation du droit à un procès juste sous forme d'achat de témoins et de la presse pour influencer sur l'opinion publique contre René González, Antonio Guerrero, Ramón Labañino, Fernando González et Gerardo Hernández.

Le Président du parlement cubain a mis à jour l'auditoire sur les particularités des recours en appel de Gerardo Hernández condamné à deux perpétuités plus 15 ans de prison.

Ricardo Alarcón a condamné le gouvernement des Etats-Unis qui refuse de montrer des preuves qu'il a en son pouvoir sur l'innocence de Gerardo Hernández au sujet de la destruction de deux avionnettes du groupe anti-cubain « Les Frères à la Rescousse », le 24 février 1996, par la chasse cubaine après les sommations d'usage.

Il a également demandé au Président Barack Obama de permettre le retour à Cuba de René González, après sa libération, prochainement, au mois d'octobre au lieu de l'obliger à passer à Miami les trois ans en liberté surveillée prescrits par sa sentence.

Par ailleurs, dans des déclarations à la presse nationale et étrangère, Ricardo Alarcón a commenté la situation des 5.

Les déclarations ont été faites au terme de la projection du documentaire « S'il vous plaît, que le vraie terroriste se mette debout » du réalisateur étasunien Saul Landau sur l'affaire des 5 et sur les agressions terroristes dont Cuba a été victime. Ricardo Alarcón a relevé :

« J'espère que la juge se prononcera sur les recours en habeas corpus présentés par Gerardo Hernández et Antonio Guerrero qui sont ceux qui ont été présentés jusqu'à présent.

Dans le cas de Gerardo, cela fait 13 ans que le gouvernement des Etats-Unis refuse de faire quelque chose de très simple : remettre les photos de satellite sur l'incident du 24 février 1996 avec lequel Gerardo n'a eu rien à voir. Si l'incident a eu lieu dans l'espace aérien cubain ni les Etats-Unis ni la juge Lenard n'auraient pas, techniquement, de juridiction sur l'affaire. C'est peut être pour cela qu'ils ne veulent pas montrer les photos des satellites.

« Ils se permettent de refuser de le faire depuis 15 ans bien que les Nations Unies le leur aient demandé. La défense a demandé que ces photos soient montrées mais le gouvernement s'y oppose ce qui est une reconnaissance de culpabilité.

Nous allons voir si la juge accorde, au moins dans le cas de Gerardo, l'Habeas Corpus, c'est-à-dire l'annulation du procès et qu'elle lui accorde une audience pour qu'il puisse expliquer ces questions que le gouvernement étasunien continue à cacher. Celui-ci a non seulement demandé de ne pas accepter l'Habeas Corpus, mais de ne pas lui accorder l'audience, de ne pas écouter les parties, de ne présenter aucune preuve. »

Pour sa part, José Miguel Capdevila, qui fait sa troisième année de Philosophie et Histoire à l'Université de La Havane, a relevé que parmi les actions que réalisent les étudiants cubains en faveur de la cause des 5 figurent des meetings, des conférences et des tables rondes. Ils mettent également l'accent sur la diffusion de l'affaire à des rencontres internationales.

(source Cubadebate en français 14 septembre 2011)